

La résistance mondiale des femmes au libéralisme

La mondialisation libérale n'est ni un phénomène récent ni un système innovant. Elle s'appuie sur l'architecture du patriarcat et donc la banalisation de l'oppression des femmes. Conscientes de cette situation, confrontées à une paupérisation galopante et des formes d'exclusion de plus en plus sophistiquées, des femmes, partout dans le monde, ouvrent des poches de résistance. Reste qu'une nouvelle grille de lecture du capitalisme est à transmettre et à pratiquer.

Les dégâts du libéralisme ne sont pas inconnus. Le très officiel rapport 1997 de la Cnuceud (Agence Commerce et Développement de l'Onu) dévoile qu'il accroît systématiquement les écarts de richesse entre les différents pays du monde. En 1965, le revenu moyen individuel dans les pays du G7 valait 20 fois celui des 7 pays les plus pauvres. En 30 ans, ce rapport a doublé. Ces écarts se révèlent également à l'intérieur-même des pays : depuis 20 ans, 20% de la population accumulent la plus grande part des revenus des pays. Le rapport sur le développement de la Banque mondiale de 2000/2001 affirme que le pourcentage de la population qui vit avec moins de 1 dollar par jour a augmenté en Europe comme en Asie Centrale de 0,2% en 1987 et de 5,1% en 1998. En Amérique latine et dans les Caraïbes, ce chiffre est passé de 15,3% à 15,6%. La moyenne mondiale était encore de 24% en 1998. Ainsi, 15 des 37 millions d'Argentins vivent au-dessous du seuil de pauvreté dont 5 en état d'extrême pauvreté. Le chômage a dépassé 20 % de la population active. Le pouvoir d'achat a baissé de 50 % dans les dernières cinq années. 90% des banques et 40% de l'industrie appartiennent à des multinationales étrangères. Sa dette externe s'élève actuellement à 150000 millions de dollars. Les instigateurs de cette tendance générale (au Nord, de façon volontariste à la Thatcher ou à la Reagan, et au Sud, via les Plans d'Ajustements Structurels) sont la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce. Aussi, depuis la mise en œuvre de ces réformes économiques, partout au Sud, des écoles ferment, des centres hospitaliers sont liquidés. Selon Patricia Giles, de la Commission pour la santé des femmes de l'OMS, " les investissements pour la santé des femmes ont dramatiquement chuté dans une période de prospérité croissante ". Aussi, que ce soit en Amérique latine, en Asie ou en Afrique, des femmes meurent pendant l'accouchement ou faute de soins et des adolescentes quittent l'école pour cause de grossesse. Rien qu'en Argentine, entre 50 et 100 enfants meurent chaque jour. Les femmes et les enfants sont bien les premières victimes de la mondialisation libérale. Ils représentent 80% des pauvres et 67% des analphabètes dans le monde.

Pourquoi les premières victimes ?

Selon Maria Mies, anthropologue et sociologue allemande, les raisons de ce constat méritent réflexion. Tout d'abord, partout dans le monde, les femmes n'ont pas de pouvoir de négociation et " ne peuvent pas faire fructifier leur "capital humain" ". La tendance est donc grande de demander aux Etats plus de droits, afin que l'égalité de genre devienne une réalité. Or cette politique de " rattrapage " n'est qu'un mythe. La revendication des droits est vaine car aucun Etat, au Nord comme au Sud, ne respecte ses engagements. Pour seuls exemples, la plateforme de Pékin ou le protocole additionnel Cedaw contre toutes les discriminations faites aux femmes, bien que ratifiés par des centaines de pays, sont tous les jours méprisés. Par ailleurs, étonnamment, aucun indicateur de survie n'apparaît dans les statistiques officielles, ou dans l'analyse des militants contre la mondialisation libérale. Or le renouvellement de la force de travail est en totalité assuré par les femmes. Dans toutes les théories et modèles économiques, cette activité quotidienne de survie est banalement considérée comme un " bien gratuit ". Comme le souligne la sociologue, ce travail semble " émaner "naturellement" des corps des femmes. Aussi, la " ménagérisation" des femmes est donc le complément nécessaire à la prolétarianisation des hommes ". De fait, le travail domestique gratuit des femmes, les soins, l'alimentation, l'éducation, entendu comme de " l'économie invisible ", devient le socle du libéralisme.

Quelles résistances ?

Les femmes sont donc victimes, mais nombre d'entre elles sont conscientes que la diversité de leurs revendications et leur pratique d'un pluralisme économique, établissent un contre-courant à la théorie économique dominante, libérale et patriarcale et représentent de sérieuses formes de résistance. La destruction de la nature, la course aux armements, la pauvreté, procèdent en effet des mêmes stratégies politiques et économiques, celles-là même qui sont basées sur la domination masculine et sur la négation de la femme comme "être citoyen" à part entière. Le libéralisme s'appuie en effet sur les fondements même du patriarcat : domination de la propriété privée, exploitation du corps humain, division du travail (le domestique et le non-domestique), travail non rémunéré (ignorance du "privé"), organisation pyramidale, hiérarchie, dépendance, reproduction, inégalité, violences à l'égard des femmes, dont la prostitution. Ainsi, l'écoféminisme (écologie-

féminisme), créé dans les années 70, s'oppose de façon radicale à la mondialisation financière, dénonce l'instrumentalisation du vivant par les multinationales pharmaceutiques et agroalimentaires et les proxénètes, à des seules fins de profit immédiat.

Aujourd'hui par exemple, les organisations de femmes de Papouasie sont au premier plan de la lutte contre la "réforme agraire" et contre la "réforme de l'éducation" imposées par la Banque mondiale et le FMI. De même au Kenya, ce sont les femmes qui, depuis 1980, sont au premier plan de la lutte contre les entreprises mondialisées. Lorsque les prix du café a chuté et qu'elles n'ont reçu d'argent ni des propriétaires de plantations, ni de leurs maris, ni de l'Etat, elles ont abandonné les plants de café jusqu'à ce qu'ils meurent, ont planté entre les arbres des légumes qu'elles ont vendus au marché ou ont utilisé pour leurs familles. Les Freedom Corner Mothers (les Mères du Coin de Liberté) ont manifesté contre l'arrestation de leurs enfants qui s'étaient opposés au programme néo-libéral des compagnies depuis 1990. Leur opposition a déclenché la vague d'appropriation des terres, au Kenya et dans le reste de l'Afrique, par les paysans sans terre. Ces Kenyanes ont utilisé avec succès les méthodes des Nigériennes lors de leurs combats contre leurs anciens maîtres coloniaux ainsi que les nouveaux, à savoir la Shell. Elles dénudent leur poitrine face à la police, aux soldats et aussi aux administrateurs de la multinationale pétrolière, leur rappelant qu'ils sont tous les fils de leurs mères ! Dans un autre registre, les tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda, pour l'ex-Yougoslavie, ont été principalement imposés par des femmes qui refusent les génocides, les crimes contre l'humanité, les viols, l'épuration ethnique... Aux Philippines, des femmes ont fait fermer des bases militaires américaines, ce qui a libéré pour leur pays des sommes d'argent monumentales. Cette lutte pour la paix représente tout un arsenal d'actions liées à l'éducation, à la santé... vers une véritable justice sociale. En Argentine, durant la dictature militaire, les Mères de la Place de mai ont joué un rôle de premier ordre, elles qui, les premières, ont dénoncé les atrocités, et réclamé leurs enfants emprisonnés ou " disparus ". Aujourd'hui, dans chaque quartier, ce sont des femmes qui convoquent des assemblées populaires, une nouvelle forme de démocratie, directe, et se voient réprimées pour leur combativité. Elles sont aux avant-postes de la formulation d'alternatives, comme le système de troc. Comme le souligne l'anthropologue argentine Martina E. Chávez, " Nous prônons une nouvelle économie basée sur la réciprocité tout en respectant la terre nourricière, tout le contraire des valeurs du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC. Une économie au service des personnes et des peuples. "

L'économie solidaire ou populaire

L'économie solidaire ou populaire n'est pas un simple secteur, réservé aux pauvres, un tiers-secteur qui s'adapte au système néo-libéral. Au contraire, cette économie se place comme une alternative au système, une véritable aide au développement. Selon Heloisa Primavera, économiste argentine, " l'économie solidaire n'est pas un système pour souffrir un peu moins, mais pour changer le système ". Elle ajoute que les femmes composent 70% des clubs de troc partout dans le monde et qu'elles ont quasiment l'exclusivité de leur coordination (90% de femmes).

Selon Cécile Sabourin, économiste québécoise, la vision patriarcale des systèmes sociaux, politiques et économiques ont une influence sur tous les rapports et à tous les niveaux. Un des effets transparaît dans l'invisibilité de la contribution des femmes à l'économie. L'expression de la créativité des femmes doit être valorisée dans tout son potentiel de transformation sociale. Le grand écart qui existe entre droits et mentalités obère toutes les initiatives de femmes qui ne sont pas purement économiques et financières, qui produisent néanmoins des biens et services et qui favorisent la paix indispensable au développement local durable. "L'économie solidaire a des retombées financières économiques et même sociales et permet d'équilibrer et d'harmoniser la famille", confirme Aminata Diongue Ndiaye, coordinatrice régionale des actions féminines de Dakar. Ainsi, les prêts octroyés aux femmes servent à beaucoup plus de choses qu'à l'activité économique en tant que telle. Ils permettent l'accès aux soins, à l'éducation, voire au mariage... Il s'agit en fait d'une " économie de vie ". Tout en occupant majoritairement le secteur informel, les Africaines inventent ou expérimentent des initiatives d'économie solidaire par le simple fait que leurs activités ne visent pas un retour sur investissement d'ordre financier, mais, surtout, recherchent une plus-value sociale, en développant conjointement des services connexes comme la reconstruction d'écoles, la réhabilitation d'hôpitaux ou de maternités, voire le réaménagement du territoire par la réparation des routes, ce qui profite à l'économie globale de la région ou du pays. Au Mali, où la situation est à la fois marquée par les Programmes d'ajustement structurels et par l'islam, très prégnant, des femmes ont été amenées à créer une activité de fabrication de savons afin de financer des crèches...

Créer de nouvelles dialectiques

Une priorité : rompre avec les évidences et reconsidérer les richesses. Car si tout a un coût, il n'est pas

forcément monétaire. Est-il forcément légitime qu'une école ou encore une maternité, qui ont un prix, soient rentable ou rentabilisé financièrement ? La production de richesses peut se mesurer autrement : plaisir, émotion, lien social, santé, éducation, préservation du vivant... et les coûts également. Les milliers de morts sur les routes ou encore les cardiaques ou cancéreux des pays du Nord rapportent plus d'argent aux multinationales pharmaceutiques, aux bâtisseurs et aux vendeurs d'eau que la vente de journaux. Par contre, ils coûtent en humanité, en qualité de vie, en protection de l'environnement, en préservation de la nature. Il s'agirait donc de mesurer également, grâce à de nouveaux indicateurs de destruction, la casse produite par l'industrie, l'agriculture productiviste, les guerres, les violences, l'exclusion, le chômage, la pensée unique dont les grands monopoles de communication sont les vecteurs.

Rompre avec les évidences et reconsidérer les richesses conduit à inverser les logiques : quand une association ou une ONG reçoit une subvention publique, ce n'est pas elle la débitrice. Elle produit des richesses sociales, relationnelles, environnementales... Elle devient l'opérateur d'un Etat désengagé qui, d'une certaine manière, sous-traite la production de services d'intérêt général. Si une association ou une ONG se plie à la discipline du marché et intègre ces critères de rentabilité, elle constitue alors l'une des pièces du gigantesque puzzle mis en ordre par le système libéral. Il faut apprendre à reconnaître nos propres compétences, nos savoir-faire et les moyens que nous mettons en œuvre, qui ne se mesureront jamais comme la spéculation boursière ou la rentabilité d'un capital investi. Il est urgent de valoriser ou de bâtir des modèles économiques différents qui s'appuient sur une autre qualification des richesses, qui identifient les facteurs de casse et militent pour une économie à forte plus-value sociale. Des modèles majoritairement portés par des femmes, partout dans le monde.

Joelle Palmieri - juin 2002